

# Lutte de classe

## Le PS : un parti bourgeois contre-révolutionnaire

Le parti socialiste n'est pas devenu seulement un parti bourgeois au service du capitalisme, il a franchi une nouvelle étape en devenant un parti contre-révolutionnaire dans la mesure où il n'a pas seulement cessé de représenter partiellement ou de manière déformée les intérêts du prolétariat, il s'est engagé après les avoir remis en cause au fil des ans à les combattre, ce qui place ce parti dans le camp de nos ennemis.

Voilà la signification politique des travaux de l'Université d'été du PS qui vient d'avoir lieu, et qui d'une certaine manière marque un tournant décisif dans l'histoire de ce parti.

Contrairement à ce que les militants essaient de se persuader, sans doute pour se rassurer, la bourgeoisie et ses serviteurs ne sont pas les seuls à avoir l'apanage (exclusivité) de la pensée unique. Celle-ci a causé tellement de ravages et gangrené le mouvement ouvrier jusque dans ses fondements depuis un demi-siècle, au point que plus personne n'ose identifier avec précision ce virus qui porte pourtant un nom : l'idéologie réformiste. L'idéologie réformiste a forcément un caractère de plus en plus réactionnaire au fur et à mesure que la société capitaliste s'enfonce dans la décadence et la barbarie, au point de s'identifier exclusivement au capitalisme. Voilà précisément à quelle étape le PS en est arrivé.

Maintenant, bien que de nombreux militants à la mémoire un peu courte en viennent à réaliser soudainement au regard des derniers développements politiques que la déchéance du PS ne date pas d'hier, et ils auront parfaitement raison de le penser aujourd'hui, c'est un point positif très important sur lequel nous pourrions nous appuyer par la suite pour la construction du parti, il n'en demeure pas moins que compte tenu que ces mêmes militants ne partageaient pas cette analyse il y a encore quelques mois, il est nécessaire de préciser que le PS est en train de franchir un pas décisif qui en change radicalement la nature. Je ne vous apprendrai rien en vous disant que ce processus dialectique est la transposition dans le domaine politique de la loi de la transformation de la quantité en qualité.

Au lieu de se poser la question de savoir de quelle manière s'est traduite cette contamination du mouvement ouvrier pendant une soixante d'années, ce qui obligerait à nous livrer à un inventaire forcément long et fastidieux des positions adoptées pendant une soixante d'année par les différents partis se réclamant du mouvement ouvrier, contentons-nous d'observer à quelles conclusions le réformisme en est arrivé aujourd'hui.

Dire que le PS n'a pas cessé de trahir le socialisme depuis 1914 ne nous permettrait pas d'avancer d'un millimètre, chacun interprétant les événements à sa manière et nous partions encore dans des discussions interminables bien que nécessaires. De la même manière, évoquer la situation sociale actuelle qui est marquée par la liquidation de tous nos droits en criant haro sur le PS ne servirait pas à grand chose non plus.

Par contre, pour aider la conscience politique du prolétariat à progresser, pour favoriser la prise de conscience des militants à comprendre la nature du danger que recèle le moindre compromis passer avec l'idéologie réformiste, on pourrait faire une analogie entre la nature de l'État et la nature d'un parti.

Qu'est-ce qui détermine la nature de l'État ?

Ce sont les rapports sociaux de production qui déterminent la nature de l'État.

Un État bourgeois se caractérise par l'existence de rapports sociaux de production basée sur la propriété privée des moyens de production que détiennent une minorité d'exploiteurs, et dont il a la charge de défendre les intérêts.

Un État ouvrier (même dégénéré), se caractérise par l'existence de rapports sociaux de production basée sur la propriété nationalisée ou collective de l'ensemble des moyens de production qu'il a la charge de développer dans l'intérêt des producteurs eux-mêmes (même si c'est une caste parasitaire qui en tire les seuls profits.

Les deux États sont donc fondés sur des rapports sociaux totalement inconciliables, ce qui permet d'en déterminer la nature avec précision. Jusqu'à présent et jusqu'à preuve du contraire, il a été impossible de la déterminer autrement.

Qu'est-ce qui détermine la nature d'un parti ?

Le même critère, c'est-à-dire la nature des rapports sociaux de production sur lequel repose son programme. Plus précisément, le combat d'un parti politique s'inscrit dans la perspective de la pérennité des rapports sociaux de production existant ou leur remplacement par des rapports sociaux de production par nature antinomiques.

Un parti bourgeois se réfère, se réclame et défend les rapports sociaux de production qui sont caractérisés par la propriété privée des moyens de production détenus par une infime minorité de capitalistes, et son combat politique consiste à en assurer la survie.

Un parti ouvrier a pour objectif politique l'instauration de rapports sociaux de production basée sur la propriété nationalisée et collective des moyens de production par et pour le compte des travailleurs eux-mêmes. Le combat politique qu'il mène pour parvenir à cet objectif est inséparable de son combat pour en finir avec les rapports sociaux de production basée sur la propriété privée des moyens de production, puisque la coexistence de ces rapports sociaux de production est impossible, précisons à long terme sans entrer dans les détails.

Venons-en maintenant à l'Université d'été du PS.

Quelle est la signification précise et la portée de l'intervention de F. Hollande lorsqu'il dit qu'il faut en finir avec la question récurrente du capitalisme « *Ainsi, je ne peux pas accepter l'incantation sur le capitalisme* », ajoutant qu'il envisage de procéder à un « *acte symbolique* », en inscrivant dans le marbre de la déclaration de principes du parti que le PS « *accepte non seulement le marché mais la mondialisation* » et que « *le rôle des socialistes est de répondre au défi de la mondialisation* » ?

En inscrivant dans les principes constitutifs du PS qu'il « *accepte non seulement le marché mais la mondialisation* », Hollande ne fait pas que commettre un « *acte symbolique* », il se range définitivement du côté des rapports sociaux de production basée sur la propriété privée, et c'est là que se situe précisément la transformation de la quantité en qualité, il adopte ouvertement le capitalisme, il proclame en fait que le PS est un parti bourgeois. Au moins les choses ont l'avantage d'être claires. On aurait pu ajouter qu'en acceptant la « *mondialisation* », il se range résolument aux côtés du capitalisme financier qui a pris le contrôle du capitalisme mondial au cours de la seconde moitié du XXe siècle, tout en soutenant la politique menée par l'impérialisme dominant, l'impérialisme américain.

Ce serait commettre une grave erreur d'accorder la même importance ou de mettre sur le même pied les différents arguments contenus dans l'intervention de Hollande. Ne nous laissons pas distraire par sa méthode oratoire qui consiste à tout mélanger afin de nous détourner de l'essentiel au profit du superflu, par exemple lorsqu'il dit : « *on ne va pas raconter des histoires, dire qu'à l'horizon de cinq ou dix ans si on est au pouvoir on va en terminer avec le capitalisme* », pas un travailleur ou militant ne doit traduire cet excès de modestie calculé en pensant que le PS pourrait rompre un jour avec le capitalisme, alors qu'il se définit lui-même dans ses principes constitutifs uniquement dans le cadre et la perspective de la survie des rapports de production capitalistes.

Pour enfoncer le clou et qu'il ne reste plus aucun doute sur la nature du PS, il s'est exclamé : « *On est là pour suivre un long cheminement. C'est ça qu'il faut expliquer : c'est fini le grand soir (...) !* » en ajoutant : « *Nous, on est là pour la réforme, pour la réforme exigeante, la transformation de la vie quotidienne. Cela prend du temps* », entendez par là : que vive éternellement le capitalisme, en guise de capitulation finale.

Rappelons que le 26 août à Melle (Deux-Sèvres), Royal, avait devancé l'appel et déploré un « *faux débat* » à propos du même sujet, avant de dire « *Je vais vous choquer et je vais vous dire que le marché nous est aussi naturel que l'air que l'on respire ou que l'eau que l'on boit* », autrement dit, il est éternel ! Heureusement qu'elle et les siens ne le sont pas !

### **Le PS un parti contre-révolutionnaire.**

Si ce qui détermine fondamentalement la nature d'un parti c'est les rapports sociaux de production qu'il défend ou pour lesquels il se bat, cela se traduit aussi complètement par la politique qu'il met en oeuvre concrètement quotidiennement. Là encore, la loi de la transformation de la quantité en qualité est à l'œuvre. On pourrait préciser à propos du PS qu'il s'agit désormais d'un parti contre-révolutionnaire et j'explique immédiatement pourquoi.

Dans la mesure où il ne se borne plus à refuser de prendre en charge les revendications sociales du prolétariat ou à neutraliser le mouvement ouvrier en guise de soutien simplement l'UMP, par ailleurs, il ne peut plus mettre lui-même en oeuvre des lois antiouvrières puisqu'il n'est pas directement au pouvoir, alors il est passé à un cran supérieur de la réaction en dépassant le cadre du consensus habituel UMP-PS, reprenant non seulement à son compte les propres revendications de l'UMP, pire encore, il va jusqu'à engager le combat contre les revendications du prolétariat en les dénonçant publiquement, de telle sorte qu'il se place délibérément aux côtés du gouvernement Sarkozy-Fillon à défaut de pouvoir former une coalition avec lui. Lisez plutôt.

Hollande a affirmé le 30 août que : « *la France, globalement, doit travailler plus* », la revendication de Sarkozy « *travailler plus pour gagner plus* ». Il a précisé que l'heure n'est plus aux grandes réformes comme les 35 heures, de quoi satisfaire pleinement le Medef, en combattant ouvertement la revendication ouvrière de la réduction du temps de travail.

De leur côté, dans un projet de « *manifeste pour un socialisme nouveau* », les amis de Strauss-Kahn ont estimé samedi que l'évolution des conditions de vie « *peut justifier d'allonger le nombre d'années d'activité* » ouvrant droit à une retraite pleine, autrement dit bosser jusqu'à en crever, le même discours scélérat que Sarkozy, combattant de fait le droit à la retraite à taux plein entre 50 et 60 ans.

Quant à Jean-Marc Ayrault, il s'en est pris au « *poids toujours croissant des dépenses qui assaillent notre protection sociale, cause de notre atonie économique* », comme si le fait de se soigner mettait en danger la survie du capitalisme, reprenant à son compte le combat de l'UMP pour en finir avec la Sécurité sociale.

En résumé :

- 1- le PS revendique désormais l'allongement de la durée du travail quotidien ou hebdomadaire ;
- 2- le PS revendique désormais le départ à la retraite le plus tard possible, au-delà de 65 ans ;
- 3- le PS revendique désormais la liquidation de la Sécurité sociale.

Quelle pourriture infâme n'est-ce pas ? A bas le PS !

J'en connais plus d'un qui doivent être gênés aux entournures par le cours suivi par le PS, je pense à tous ceux qui n'ont que le mot front unique avec le PS à la bouche, tous ceux qui ont appelé à voter PS dernièrement, à croire qu'ils ignoraient totalement où en était au juste le PS, hallucinant, surtout que la plupart se proclament marxistes ! Pas de quoi s'en réjouir évidemment, l'essentiel c'est d'avancer ensemble. Par contre, je suis satisfait de constater que les événements ont largement confirmé les analyses que j'avais fournies sur le PS il y a déjà plusieurs années.

S'il s'en trouve encore parmi les militants qui ne sont pas encore convaincus par les arguments qui viennent d'être énoncés et analysés ou qui n'ont rien compris, je pense qu'après avoir lu l'intervention d'Henry Emmanuelli qui suit, s'ils demeurent sur la même position, c'est que leur cas est incurable ou que ma démonstration était nulle, pourquoi pas, dans ce cas là, démontrez-le.

Toujours dans le registre de la capitulation totale du PS devant les rapports sociaux d'exploitation capitalistes, mais cette fois avec un rappel historique qui tombe à pic. On ne pouvait espérer mieux de la bouche même d'un dirigeant du PS.

« Pour celles et ceux qui ne s'en seraient pas encore aperçus, il y a longtemps que nous avons accepté l'économie de marché et, dans l'ensemble, nous l'avons plutôt bien gérée », et il s'en vante la crapule.

« Comment ose-t-on demander, sans crainte du ridicule, à un parti dont est issu le directeur général de l'OMC (Pascal Lamy, NDLR) et demain peut-être celui du FMI (Dominique Strauss-Kahn, NDLR) d'accepter 'enfin' l'économie de marché? » s'est-il interrogé, ne vous marrez pas, Emmanuelli est membre du « Nouveau PS » à l'aile gauche du parti paraît-il, se disant « exaspéré » par ce « faux débat ». Comme dirait l'autre, à gauche de la droite on demeure toujours à droite puisqu'on y revient une fois qu'on a fait un tour complet sur soi-même !

« Parvenus au pouvoir, les socialistes ont bel et bien accepté l'économie de marché. Ils l'ont fait très précisément le vendredi 23 mars 1983 à 11h du matin » lors du conseil des ministres qui décida sous la direction de François Mitterrand « de rester dans le système monétaire européen et de mettre en oeuvre un plan d'austérité », a-t-il ironisé, en évoquant le « tournant de la rigueur ». Entre nous, il l'avait accepté depuis plus de 70 ans, passons. Ces gens-là sont tellement imbus de leur petite personne que la honte ne peut les atteindre en aucune circonstance. On ne fait décidément pas partie du même monde, je ne peux pas m'empêcher de le dire.

A cette avalanche de vérités incontestables, Hollande a cru bon de confirmer que le PS était déjà un parti bourgeois dès le vendredi 23 mars 1983 (en réalité bien avant) « Cette question ne fait pas débat entre nous », l'économie de marché « est notre environnement », il aurait pu parodier Royal en ajoutant : « naturel ».

En aparté, Lambert-Gluckstein (OCI-PT) et leur clique avait investi le PS avant 81 (Jospin et d'autres) en prétendant qu'il existait une tendance véritablement de gauche au sein du PS, que le PS allait engager la rupture avec le capitalisme, puisque Mitterrand l'avait dit, il fallait le croire sur parole, mieux les travailleurs l'exigeaient. 26 ans plus tard, on n'a jamais trouvé la moindre trace de cette tendance de gauche au sein du PS, ce que confirme Emmanuelli à sa façon, quant à la rupture avec le capitalisme, inutile de vous faire un dessin, vous connaissez la suite, d'ailleurs les travailleurs non plus n'y ont jamais cru sous la houlette du PS et du PCF, c'est la raison pour laquelle ils ne se soulevèrent pas pour l'exiger.

Je pense que l'essentiel a été dit ici. A côté, les autres interventions qui se sont succédées à l'université d'été du PS ne présente pas un intérêt fondamental. Je vous en livre quelques-unes unes pour vous distraire un peu.

Cambadélis, responsable de cette université d'été : « Ce que nous avons fait dans les luttes contre la droite avec Besancenot, nous pouvons le faire avec le MoDem dans les élections » (...) « j'imagine mal que nous allions à l'élection municipale avec comme mot d'ordre la 'fermeture' alors que la droite claironne 'ouverture' ». On imagine le malaise qui doit régner aujourd'hui au sein de la LCR. S'adapter, s'adapter toujours plus loin, les uns et les autres ne pensent plus qu'à cela pour sauver leur appareil. Qui se ressemblent s'assemblent, c'est bien connu.

Toujours Cambadélis : il se félicite que pour la première fois, les différents ateliers de leur université d'été sont animés par des experts non socialistes, « pour être certains que le constat ne sera pas confisqué par nos querelles d'hier ». A quoi bon s'en cacher ou se gêner au point où ils en sont !

Royal en quête d'admirateurs depuis sa séparation avec Hollande n'a rien trouvé de mieux à dire : « Je veux que le PS soit admiré des Français, voilà le rêve que je fais ». On a envie de dire : pourvu que son rêve ne se réalise pas !

Quant à Hollande il a souligné qu'« il ne faut pas avoir peur du mot nation », symbole du « vivre ensemble dans la république », précisons, bourgeoise, chère au cœur de bien des dirigeants du mouvement ouvrier, suivez mon regard, c'est d'ailleurs ce qui nous effraie un peu.

Autant vous dire tout de suite que je ne soutiendrai aucun appel au front unique PS-PCF ou tout mot d'ordre du genre : gouvernement des partis et des organisations (donc de front populaire sous la

direction et le contrôle du PS et du PCF), sauf en cas de situation totalement exceptionnelle et imprévisible aujourd'hui.

(AP 26 et 31.08 ; AFP 01.09)